

Conseil de gouvernement du jeudi 31 janvier 2013

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi, le projet de loi organique N 128-12 relative au Conseil économique, social et environnemental.

Le Conseil de gouvernement adopte le projet de loi organique relative au Conseil économique, social et environnemental

Ce texte, présenté par le ministre délégué auprès du chef du gouvernement chargé des Affaires générales et de la gouvernance, marque "un pas important" dans le processus de mise en œuvre des dispositions de la Constitution, notamment l'article 158 relatif au Conseil économique, social et environnemental, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, dans un communiqué lu à l'issue du conseil de gouvernement.

Ce projet de loi vise à mettre en application ces dispositions et en même temps tirer les enseignements de l'expérience acquise par le Conseil depuis sa création, qui nécessite le développement de son cadre juridique, a-t-il affirmé, soulignant que ce projet habilite le Conseil à émettre des avis concernant les orientations générales de l'économie nationale, le développement durable et les questions environnementales et toutes les autres questions d'ordre économique, social et environnemental relatives à la régionalisation avancée.

Ce projet vise aussi à augmenter le nombre des membres du Conseil à 104, afin d'assurer la représentation en sein des instances prévues dans la Constitution, dont le Conseil de la Concurrence et l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption, et à réaliser la parité entre hommes et femmes, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Constitution, a ajouté le ministre.

Le conseil de gouvernement adopte plusieurs propositions de nomination à de hautes fonctions

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi à Rabat, plusieurs propositions de nomination à de hautes fonctions conformément aux dispositions de l'article 92 de la constitution.

Ces nominations concernent les postes de directeur des carburants et combustibles et de directeur du contrôle et de la prévention des risques au sein du ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement - département de énergie et des mines-, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi dans un communiqué lu à l'issue de la réunion.

Elles concernent également les postes d'inspecteur général du ministère du tourisme, ainsi que des directeurs de l'office national des oeuvres universitaires sociales et culturelles, du théâtre national Mohammed V, des affaires administratives et financières au sein du ministère de la Culture, du centre hospitalier Ibn Rochd à Casablanca, du centre hospitalier Hassan II à Fès et du centre hospitalier Mohammed VI à Marrakech.

Le rapport de "Reporters sans frontières" ne reflète pas les véritables efforts déployés par le Maroc dans le domaine des libertés

Le rapport de l'ONG "Reporters Sans Frontières" sur la liberté de la presse ne reflète pas les véritables efforts déployés par le Maroc dans le domaine de la promotion des libertés aux niveaux juridique et de la pratique, a affirmé jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Ce rapport souligne toutefois un léger progrès au niveau du classement du Maroc, ce qui dénote une reconnaissance relative, sans pour autant refléter la réalité des transformations qui s'opèrent au Maroc, a précisé M. El Khalfi au cours d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement.

Le ministre a en outre déclaré que le gouvernement est en train d'élaborer un rapport sur la liberté de la presse au Maroc, dont la publication est prévue début février prochain.

Le Maroc a fourni des efforts significatifs en 2012, notamment l'approbation de conventions internationales et de protocoles portant sur les libertés et les droits de l'Homme, lesquels ont un impact "direct et positif" sur la situation de la liberté de la presse dans le Royaume, a-t-il rappelé.

Environ 20.000 emplois annoncés au deuxième semestre 2012 (ministre)

"Environ 20.000 postes d'emploi ont été annoncés au cours du deuxième semestre 2012, dont 1.350 postes dans les institutions et entreprises publiques et les collectivités locales", a affirmé, jeudi à Rabat, le ministre chargé de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration, Abdelaâdim Guerrouj.

Dans une déclaration à la presse avant la tenue du Conseil de gouvernement, M. Guerrouj a indiqué que "543 concours ont été organisés avec plus de 246.000 candidats, soit 13 candidats pour chaque poste d'emploi", alors que 550 postes d'emplois feront l'objet de concours dans les semaines prochaines.

Le ministre a fait savoir que les résultats définitifs des concours pour le recrutement dans 13.720 postes ont été publiés, tandis que ceux des autres concours seront affichés durant les semaines prochaines.

Concernant les postes prévus par le budget 2013, il a affirmé que des concours seront annoncés pour 24.290 postes.

"En vertu de la Constitution et des lois relatives à l'accès à la fonction publique, le gouvernement a opté pour le concours comme étant le seul moyen d'intégrer la fonction publique", a-t-il souligné.

Il a réitéré, dans ce cadre, la volonté du gouvernement de consacrer les principes de transparence, de mérite et d'égalité des chances afin d'accéder à la fonction publique.

M. Guerrouj a, par ailleurs, souligné le rôle important du portail électronique de l'emploi public consulté par environ 8.000 visiteurs par jour, ce qui favorise la transparence et l'accès à l'information en matière des concours.